

A l'initiative de la CGT, un rassemblement était organisé hier après-midi devant l'unité territoriale de la Direccte pour protester contre la réorganisation programmée de l'inspection du travail en Dordogne. Un poste de contrôleur doit être supprimé, ce qui va entraîner un surcroît de travail aux onze qui vont rester.

Social

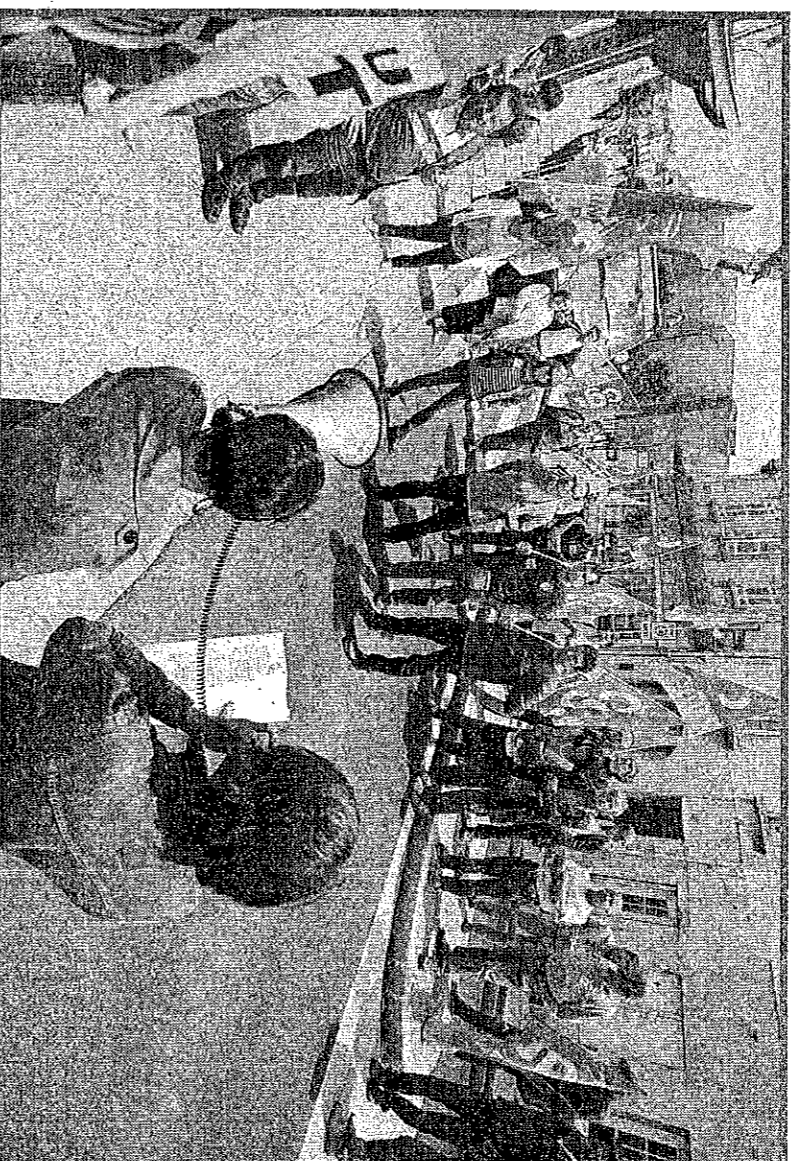
L'inspection du travail en danger

Par Ewen Cousin

Les gouvernements se suivent et les attaques contre la fonction publique d'Etat se ressemblent. A ceci près que le nom des réformes mises en place change. Cette fois-ci, c'est l'inspection du travail en Dordogne qui risque d'être touchée, avec la suppression d'un poste de contrôleur. Inadmissible pour la CGT qui organisait hier un rassemblement devant l'unité territoriale de la Direccte.

Faire plus avec moins, c'est désormais la nouvelle équation avec laquelle doivent composer les fonctionnaires d'Etat. Aux mêmes maux, les mêmes remèdes, seul change le nom. Exit la Révision générale des politiques publiques (RGPP) mise en place sous Sarkozy qui s'accompagnait du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux parlant à la retraite, place désormais à la Modernisation de l'action publique (MAP), sorte de médicament générique. Mais pour les fonctionnaires, la pilule est toujours aussi dure à avaler.

Et pour ceux de l'inspection du travail, la pilule est d'autant plus amère qu'elle s'est accompagnée en 2014 du plan Sapin (poursuivi par le nouveau ministre du Travail



Une quarantaine de militants CGT s'est rassemblée devant la Direccte hier (photo EC)

François Rebsamen) visant à une réorganisation des services, mais surtout de la suppression de 10 % des effectifs au niveau national et la création d'unités de contrôle « sous la coupe d'un nouvel échelon hiérarchique pour imposer aux agents de l'inspection du travail des actions prioritaires déconnectées de la demande sociale réelle », dénonce Mathieu Le Roch, le représentant CGT-TFEP (travail emploi, formation professionnelle) en Dordogne. Réunie au

sein de la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), l'inspection du travail n'est pas épargnée en Dordogne non plus. Selon la CGT-TFEP, ce service et celui des renseignements en droit du travail a vu ses effectifs fondre de 30 % en à peine six ans. « En 2009, la Dordogne comptait encore 14,5 agents de contrôle », affirme Mathieu Le Roch. Et forcément, qui dit moins de personnel, dit service

rendu au public dégradé. Les délais d'attente pour des interventions ou des réponses rapides de l'inspection du travail ont considérablement augmenté. « Ce n'est pas acceptable pour les usagers », insiste le représentant CGT-TFEP. « Rien que pour les appels téléphoniques, les standards sont surchargés et les personnes se font balader de bureau en bureau qui somment dans le vide ». Pire encore, et c'est ce qui était à l'origine du mouvement hier, la direction de

la Direccte prévoit de passer de 12 à 11 sections l'inspection du travail en Dordogne avec au passage, une suppression de poste (un contrôleur parlant à la retraite non remplacé). Or, à l'heure actuelle, un inspecteur du travail est déjà chargé en moyenne de 6 800 salariés. Si ce projet était mené à son terme, la moyenne par inspecteur serait de 7 420 salariés, soit 600 salariés de plus. Inacceptable pour la CGT-TFEP qui exige le retrait pur et simple du projet et la mise en vacance nationale du poste d'inspecteur.

Car au-delà de la surcharge du travail et les risques (notamment routiers) que cela représenterait pour les agents restants, il y a un contexte général d'attaque du monde du travail dans lequel les inspecteurs du travail ne sont guère épargnés. « La perte d'un poste en Dordogne augmenterait les risques d'agression », estime la CGT-TFEP. « Moins une entreprise est contrôlée, plus le contrôle est mal perçu. Nous ne voulons pas revivre Sausignac ». Autant d'arguments que le syndicat, qui avait fait circuler aux mois de mars et avril dernier une pétition ayant recueilli 300 signatures a pu développer devant sa direction hier au cours d'une rencontre.

Contactées par nos soins, ni la directrice régionale de la Direccte Isabelle Notter (présente hier à Périgueux pour une réunion), ni la directrice départementale de l'unité territoriale Béatrice Jacob n'ont souhaité répondre à nos questions.